

Exposé de C. Cheysson, Commissaire au Développement

Nairobi, 7 mai 1976

C'est un grand honneur et une grande satisfaction pour un Membre de la Commission européenne de prendre la parole devant cette Assemblée mondiale et de le faire ici au Kenya. Qui peut donner un meilleur symbole du changement des temps que ce peuple kenyan, si dur et si héroïque dans la lutte sacrée pour l'indépendance, si uni et si coopératif avec tous, quelles que soient les races et les origines, dans la recherche du progrès? Cet hommage solennel, je l'adresse d'abord au Président Kenyatta, au héros de l'indépendance, au vieux Sage de l'Afrique, à travers vous, Monsieur le Président, dont je salue l'élection à la tête de cette conférence.

Je parle aujourd'hui ici au nom de la Commission des Communautés Européennes, c'est-à-dire d'un organe exécutif de la Communauté, dont un des privilèges les plus importants est de proposer aux neuf Etats européens des politiques. Me voici ainsi aux côtés de l'éminent Secrétaire Général de la CNUCED, M. Corea, dont je salue et respecte l'intelligence, la vision, la ténacité.

..//..

Mais, de même que lui, la Commission propose; les Etats disposent. Mes collaborateurs et moi, ici, écoutons donc. C'est la raison pour laquelle je ne reprendrai pas l'exposé des thèses de la Communauté européenne que le Président du Conseil des Ministres a présenté hier de manière très complète.

En revanche, je me permettrai des observations tirées de la riche expérience que nous avons acquise comme négociateur de la Communauté avec de nombreux pays du tiers monde et non des moindres, ainsi que de l'exercice de nos responsabilités dans l'exécution des politiques déjà arrêtées, celles en particulier qu'a rappelées M. Thorn.

L'interdépendance

"Le progrès est indivisible", a déclaré hier le Président des Philippines et M. Thorn de faire écho: "votre prospérité est notre prospérité".

Un fait fondamental a été ainsi reconnu dans tous les discours, l'interdépendance; La hausse des prix du pétrole, mais aussi des phosphates, des engrais a affectée le monde entier. Une mauvaise récolte de blé provoque l'éruption catastrophique des cours et des centaines de millions d'habitants souffrent. L'inflation et la récession dans les pays industrialisés compromettent le développement des 77. Combien d'autres exemples pourraient être, et ont d'ailleurs été cités!

Nous autres, Européens, sommes particulièrement sensibles à cette interdépendance, car nous sommes dépendants. Nos pays ont une grande histoire, mais d'étroites limites, la population y est dense, nos ressources sont insuffisantes, nous importons les 3/4 de nos produits de base. Notre avenir dépend en large mesure de nos rapports économiques avec l'extérieur, en particulier avec les pays en voie de développement. Nous ne pouvons être indifférents à l'évocation d'affrontements avec le tiers monde et de résistance à ses revendications.

La mutualité, la communauté des intérêts ont donc été parfaitement mises en évidence. Mais on n'a pas assez dit que le phénomène dépasse l'économique, il touche au plus profond de nos sociétés. Les 77 sont las de n'être que des fournisseurs de l'économie mondiale; ils veulent devenir des partenaires égaux dans l'ordre économique, être admis au juste partage des fruits de la croissance. Leur revendication ne vous rappelle-t-elle pas singulièrement celle des travailleurs de nos sociétés industrielles à la fin du 19ème siècle? L'angoisse de nombreux Européens devant le caractère, que certains disent fatal, des conflits qui menacent les bases même de nos civilisations n'est pas différente de celle de nos voisins du monde arabe, d'Afrique et d'Asie. La contestation de nos jeunes en face de la société de consommation a bien des points communs avec le rejet par les nations prolétaires - pour reprendre l'expression de Pierre Moussa - de notre modèle de progrès. Et comme nous aurions à apprendre des pays dits sous-développés dans l'organisation de la vie sociale, la

place des vieux, des handicapés, de tous ceux dont nous rejetons les âmes en confiant les corps à la sécurité sociale!

Oui, nous devons être solidaires, apprendre les uns des autres, nous aider mutuellement, et ce n'est pas seulement à cause de notre interdépendance économique.

Ces sentiments, ces besoins réciproques sont reconnus d'abord, évidemment, là où la dépendance est la plus forte, où les passions sont communes, où les êtres et leur structures sont proches. La géographie, l'histoire, la communauté culturelle et spirituelle créent des motivations profondes réelles.

C'est bien pourquoi nous faisons l'Europe, pourquoi les pays en voie de développement se sont audacieusement rapprochés dans des ensembles impressionnants, plus ou moins intégrés, la nation arabe, l'OUA, l'ASEAN, le groupe andin, pourquoi au niveau même des 112 pays en voie de développement, vous marquez votre unité, celle des 77 qu'a si bien célébrée hier le Président Marcos. Cette volonté d'unité, de communauté, nous l'admirons et la respectons, sachez-le. Elle est un des éléments novateurs le plus marquant de la période actuelle. Lorsque nous avons négocié avec elle, nous avons été heureux que l'Afrique noire fasse bloc en face de nous, quelque soient les régimes, les problèmes et les tendances et qu'elle s'unisse avec les frères des Caraïbes et trois pays du Pacifique. Nous avons été heureux il y a quelques jours de signer, dans la même période,

les mêmes accords avec les trois pays du Maghreb.

La Communauté marque ainsi sa volonté de manifester l'interdépendance avec des pays ou groupes de pays, différents dans leur appartenance au niveau mondial, dans leur degré de développement économique. Elle le fait de manière irréversible, échappant aux décisions unilatérales, aux difficultés d'un moment, en concluant des accords internationaux, ratifiés dans les règles, parfois de durée illimitée. Je viens, vous le voyez, d'évoquer Lomé et les accords conclus ou à venir avec les pays riverains de la Méditerranée méridionale.

La solidarité doit aussi, et de manière complémentaire, s'exprimer au niveau mondial. C'est à ce niveau seulement que certains problèmes peuvent être traités et parmi eux ceux qui figurent à l'ordre du jour si judicieux de cette conférence. Celle-ci est ainsi devenue "la Conférence de la solidarité", mais d'une solidarité agissante, positive et constructive.

Permettez-moi d'ajouter encore deux observations:

La déclaration des 19, qu'a lue il y a quelques jours à Paris le Président Perez-Guerrero, souligne que la CNUCED est unique pour traiter des problèmes abordés dans la CCEI, parce que tous les pays du monde y sont représentés. Il y a d'abord tous ceux au nom de qui parlaient les délégations à Paris, les 77 et les industrialisés. Mais il y a aussi à Nairobi les pays que le

Président des Philippines appelait: centralement p
Je me réjouis que ce grand débat comporte une part
nous espérons très active et imaginative. La volon
entre l'Est et l'Ouest - et qui, ici, ne s'en félic
l'instauration à Paris d'un dialogue fondamental et
et le Sud - et nous y applaudissons tous - doivent
par une réflexion attentive sur la contribution imp
pays dans la construction de l'ordre économique nor
sont de grands producteurs de matières premières, i
de grands consommateurs aussi, par moments ou de ma
leur consommation est probablement susceptible de c
surtout dans le domaine des produits tropicaux. Ils
pour 5 % au commerce extérieur des pays en voie de
et le délégué bulgare faisait hier état de la crois
de ce pourcentage, encore faible il faut le reconna
(le Président Thorn rappelait que la part de la Com
européenne est de 40 %), et de la progression des a
produits transformés et manufacturés du tiers monde
pays à commerce d'Etat n'ont pas cessé de souligner
d'un transfert accru de ressources au profit des 77
de ces pays dans l'ordre de demain sera donc grande
doute. Mais le caractère spécifique de leurs struct
miques par rapport aux nôtres, ou de nos structures
par rapport aux leurs, pose des problèmes qu'il con
d'examiner à la suite de cette conférence.

Je voudrais, enfin, insister sur un aspect du problème de développement qui nous préoccupe et auquel nous avons consacré un récent document de la Commission, intitulé: "la fresque des actions communautaires demain". Les besoins des pays en voie de développement sont, comme d'ailleurs les nôtres, différents, selon les dons de la géologie et du climat, la position géographique, la densité de population, ... Dans l'application des efforts de la communauté industrialisée il conviendra d'en tenir compte, afin que les ressources, les disponibilités - très insuffisantes, nous le reconnaissons tous - ainsi mises à disposition soient concentrées là où le plus grand besoin existe.

A Manille, les 77 ont mis en évidence les besoins criants des plus démunis en matière d'aide financière; le même raisonnement doit être étendu à l'aide en nature, alimentaire principalement tant que les productions vivrières n'auront pas été suffisamment accrues. Nos partenaires de Lomé ont eux-même fait la liste de ces pays, démunis parce que très pauvres ou gravement touchés par la crise. Les 4 milliards de dollars de notre aide leur iront donc en priorité. Et, partout, nous avons suivi et entendons suivre la même politique en matière d'aide financière et alimentaire, le Président Thorn en a donné d'autres exemples.

Transposons maintenant le raisonnement à d'autres champs de développement. Certains pays y éprouvent des difficultés

../..

particulières: La planification devient impossible chez ceux qui dépendent lourdement d'une exportation quand un accident climatologique ou l'évolution des cours mondiaux diminue gravement les recettes de celle-ci; c'est pourquoi nous avons assuré nos partenaires de Lomé contre de tels risques en prenant alors à notre charge la baisse des recettes d'exportation du produit considéré.

De même, les difficultés à exporter ne sont pas les mêmes pour tous. La Communauté a adopté un généreux système de préférences généralisées qui ouvre aux 77 le droit de faire pénétrer en franchise douanière sur notre marché 5 milliards de dollars de produits, principalement manufacturés. Nous allons plus loin dans l'octroi de cette préférence avec les pays vis-à-vis de qui nous avons pris une plus lourde responsabilité et qui comportent un grand nombre des plus handicapés dans leurs balances des paiements. Parmi ceux-ci même, 24, dont la liste figure à la Convention de Lomé, sont considérés comme plus gênés encore dans leur commerce extérieur, par le niveau général de leur développement, par l'éloignement de la mer ou par l'insularité; ils ont droit à des facilités particulières.

"A chacun selon ses besoins", cette formule, fameuse dans l'engagement politique, nous semble pouvoir inspirer l'ajustement des relations, non seulement financières mais également commerciales et autres, dans la mise en oeuvre des dispositions prises au niveau mondial comme régional à la suite de cette conférence et des travaux de la CCEI.

+ + + + +

../. ..

Des politiques globales

Monsieur le Président, j'ai été frappé d'entendre de nombreux orateurs parler des relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement comme s'il s'agissait de problèmes, très importants certes, mais relevant de la politique étrangère.

Pour la Commission, et je crois pouvoir dire pour la Communauté européenne, cette distinction entre extérieur et intérieur est dépassée. Ce n'est pas par hasard que tant de Membres de gouvernement passent une grande partie de leur vie en déplacements à l'étranger, alors que leurs prédécesseurs il y a 50 ans restaient chez eux; ce n'est pas dû non plus à leur goût pour les avions à réaction, fût-ce le Concorde. La vie internationale a, partout, pénétré notre vie intérieure. Comme le disait mon ami, le remarquable Secrétaire général du Commonwealth, S. Ramphal, les problèmes du développement ne sont pas un sujet de réflexion du dimanche.

Ceci est d'abord vrai dans les pays en voie de développement eux-mêmes. Nous autres, industrialisés, soyons modestes et reconnaissons que nous ne pouvons offrir - et c'est bien ce que demande le Secrétaire général de la CNUCED - que des moyens de développement; nous ne proposons pas un modèle. Le vrai développement doit être issu de la profondeur des peuples, marqué de leur culture, inspiré de leur volonté, planifié selon les décisions de leur dirigeants, intégré dans le passé et l'avenir de leur civilisation et de celle de leurs frères. Le développement

on le bâtit soi-même, avec ses propres mains, voire avec celles de ses voisins. C'est toute l'inspiration de "self-reliance", fièrement énoncée par plusieurs orateurs et élargie au concept de "collective self-reliance" par G. Corea. Nous autres, étrangers du monde industriel, pouvons renforcer vos mains grâce à des instruments, des outils, mais nous n'apportons que ces outils.

Les instruments, des hommes les manieront. Dans une assemblée mondiale aussi représentative et importante que celle-ci, permettez-moi de rappeler cet élément humain, si important dans toute perspective sur la coopération, qui comporte d'abord la compréhension, voire l'amour (et ceci me ramène à une remarque antérieure sur la coopération régionale intégrée et à la proximité des hommes qui sont alors appelés à travailler ensemble).

Dans nos pays industrialisés, également, la politique du développement a cessé d'être marginale. Tous ceux qui sont ici aujourd'hui, croient à la réussite de cette nouvelle coopération, pourquoi seraient-ils venus, sinon? Reconnaissons alors clairement qu'elle affectera notre propre progrès, nos propres structures. Augmenter les ressources des pays en voie de développement, améliorer leur capacité technologique, leur force de pénétration sur notre marché et faciliter l'accès à ce dernier, aura chez nous des conséquences, sur nos hommes, sur nos structures. Le progrès dans ces conditions intéresse bien d'autres milieux que les spécialistes des rapports avec le tiers monde.

Il faut donc que les représentants, les moteurs de notre propre système économique, politique, social soient directement associés à ces politiques.

C'est une condition d'efficacité d'abord, car, dans notre économie de marché, les moyens technologiques, commerciaux, financiers du développement industriel sont entre les mains des opérateurs; leur association étroite au développement industriel des pays en voie de développement, sous toutes les formes possibles d'action conjointe, est donc essentielle. Tout le raisonnement de "coopération industrielle" des accords avec les ACP et les pays de la Méditerranée est fondé sur cette analyse que nous devons pousser au niveau mondial.

En outre, il y a une raison fondamentale à l'association des représentants de nos forces politiques, économiques et sociales à cette nouvelle politique: Celle-ci doit résulter de la volonté de nos peuples, et pas seulement de la décision des gouvernements. Nos travailleurs doivent y consentir, mieux encore admettre que le combat des pays en voie de développement élargit le leur. Notre jeunesse, qui connaîtra ce nouveau monde lorsqu'elle atteindra l'âge mur, doit y entrer avec joie. C'est la raison pour laquelle, dans nos accords contractuels de coopération, nous avons prévu que nos partenaires rencontrent régulièrement nos opérateurs, nos syndicats, les mouvements représentatifs de notre opinion, les élus du peuple même, c'est-à-dire nos parlementaires.

C'est pourquoi aussi nous attachons tant d'importance à l'action des Organisations non gouvernementales. Sur place, cette action

est intelligente, diversifiée, proche des réalités, modeste. Mais, surtout, elle représente ce qu'il y a de plus précieux dans les rapports entre les deux mondes, l'expression d'une conviction, d'une foi dans l'intimité qui doit exister entre nous, parfois même l'affirmation de la parenté spirituelle qui nous rapproche.

Conclusion

La CNUCED exprime une très grande ambition. Les trois premières sessions ont été celles des frustrations, disait encore S. Ramphal, que j'ai déjà cité. Cette 4ème session, la Conférence de la solidarité agissante, doit ouvrir les voies de l'avenir. Alors, sachons que les problèmes sont considérables.

Je crois, cependant, qu'ils sont solubles si nous nous plaçons résolument dans une perspective de croissance. Sans croissance, la dispute sur le partage ne peut mener qu'aux conflits, aux tensions de toutes sortes. Or, nous autres Européens voulons parier sur l'entente, la coopération et le développement: entente entre voisins dans le maintien de l'unité, de celle que vous 77 avez su forger au niveau des régions et entre les 112; entente entre pays en développement et pays industrialisés dans le refus têtu de l'affrontement, dans le dialogue Nord-Sud, complémentaire de la détente Est-Ouest. Ceci comporte la croissance à la faveur de laquelle de nouvelles complémentarités seront trouvées. Ceci permet la croissance qu'aucune évolution ne peut mieux alimenter que la satisfaction des besoins

gigantesques du tiers monde, pour survivre, pour s'équiper, pour bâtir l'avenir. Un avenir qui n'est pas fait que de chiffres, de statistiques, de motions et de résolutions, mais qui est fait de chair et de sang, car ce sont des hommes, de leurs peines et de leurs souffrances, de leur joie et de leur espoir aussi, cette joie et cet espoir auxquels chacun dans le monde a le même droit.